

Gouvernement du Québec
La ministre du Tourisme,
ministre responsable de la région de la Mauricie
et députée de Lavolette

Québec, le 6 novembre 2017

Monsieur Jean-Marc Fournier
Leader parlementaire du gouvernement
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Leader,

Jean Marc

La présente fait suite à la question inscrite au Feuilleton du 17 octobre 2017, par le député de Terrebonne, relativement à la fin de contrat d'Intello Technologies pour la Société du Centre des congrès de Québec (SCCQ).

Lors des groupes de discussion organisés par la SCCQ auprès de sa clientèle sur différents marchés, un des principaux irritants identifiés était le nombre d'intervenants auxquels les clients devaient s'adresser pour réaliser leur événement (services alimentaires, services Internet, décorateurs, services audiovisuels ou de sonorisation/éclairage, et autres à l'occasion).

En ce qui concerne la vente et la gestion des services Internet, la SCCQ faisait affaires avec Miro informatique inc. (contrat de type redevances) et Intello technologies inc. (contrat de type services techniques). Ces deux contrats se terminaient le 30 juin 2017. Depuis le 1^{er} juillet dernier, afin de répondre à cet irritant soulevé par la clientèle, la SCCQ a regroupé ces services avec ceux déjà offerts par Freeman Audiovisuel. Cette dernière, en vertu d'un contrat de type redevances, assure déjà l'opération des régies audios/vidéos et de certains équipements de télécommunications à la SCCQ et participe à leur entretien. Freeman Audiovisuel, société ayant une place d'affaires à Québec et Montréal, est une entreprise de premier plan qui est reconnue par d'autres centres de congrès où elle offre les services audiovisuels, informatiques et internet : Ottawa, Toronto, Vancouver et Montréal.

En vertu de la Loi sur les contrats des organismes publics (article 23), le Règlement sur les contrats de concession du gouvernement supporte les ministères et organismes dans leur réflexion quant au mode de sollicitation des concessionnaires éventuels à présenter leur soumission relativement à une concession du gouvernement. Toutefois, ce règlement ne s'applique pas à la SCCQ.

... 2

Cependant, afin de respecter les principes à la base de la Loi sur les contrats des organismes publics, j'ai indiqué aux présidents directeurs généraux de la SCCQ, de la Régie des installations olympiques et de la Société du Palais des congrès de Montréal, qu'il serait souhaitable, lors du renouvellement de ce type d'entente ou toute autre entente de concession, de procéder à un appel d'offres afin d'offrir la possibilité à un concessionnaire potentiel qualifié de participer au processus.

Veuillez agréer, Monsieur le Leader, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La ministre du Tourisme,

A handwritten signature in cursive script, reading "Julie Boulet".

JULIE BOULET